

**ENTRETIEN AVEC MICHEL
FOUCHER:
Repenser la frontière
Par Sundar Ramanadane**

Régis Debray et le géographe Michel Foucher se sont connus par la lecture de leurs textes respectifs. Le titre éloge des frontières est tiré d'un article du géographe, qui fut, il y a quelques années, à l'initiative d'un grand colloque organisé avec Debray sur la question de la frontière. Leurs travaux se sont depuis mutuellement nourris, par le biais notamment des cahiers de médiologie fondés par le philosophe. Michel Foucher a confié à Jeune république son regard sur le dernier ouvrage de Régis Debray.

Jeune République : L'éloge des frontières constitue un plaidoyer pour la frontière, à l'heure où on proclame l'effacement de celle-ci.

Michel Foucher : Je m'attache aux frontières politiques internationales, qui sont plus poreuses sans être pour autant abolies. Les Etats qui entrent dans le jeu politique mondial y entrent comme Etats-Nations avec leur histoire propre. Pour aller en Inde, il faut encore un visa, il en est de même pour la Chine, ou les États-Unis. Le monde «sans frontières» en fait est réduit aux citoyens vivant dans l'espace Schengen. La mondialisation n'abolit donc pas les frontières mais en redéfinit la fonction : elles ne sont plus des barrières au même sens qu'auparavant. En revanche, la mondialisation remet en cause un certain nombre d'identités et de fonctions traditionnelles. Aujourd'hui on appelle au retour de la frontière. Je me félicite du texte de Régis Debray car, pendant plus de vingt-cinq ans, j'ai été presque le seul à défendre l'idée que les frontières sont essentielles.

JR : Tout de même, la notion de frontière pose un certain nombre de problèmes, notamment des phénomènes de crispation identitaire. Pourriez revenir sur la plurivocité du terme « frontière » et expliquer par celui-ci ces phénomènes de replis identitaires ?

MF : Pour un géographe il n'y a pas la frontière. Les frontières varient selon les circonstances, les lieux et les temps.

On assiste en ce moment à une remise en cause généralisée du multiculturalisme, aux Pays-Bas, en Allemagne, en France, mais aussi en Suède et dans d'autres pays européens. Nous voyons que des Etats-Nations font mieux que l'Europe en matière d'ouverture, en adoptant pourtant le modèle européen, notamment économique : c'est le cas japonais. Le modèle européen est remis en cause : cela suscite deux attitudes, soit le repli sur soi, sur une identité imaginée, soit l'ouverture réelle par l'intégration et l'hospitalité. Voilà pourquoi le thème de la frontière revient, bien qu'il soit trop souvent associé à la seule idée de barrière.

JR : Pour poursuivre cette réflexion, il ne vous aura pas échappé que Régis Debray ne fait pas l'éloge de toutes les frontières. Il critique l'essor des barrières, dans les gated communities, par exemple qui sont l'indice d'un repli identitaire. De quoi pourrait rendre compte ce repli ?

MF : Régis Debray prend la métaphore de la maison. Pour être hospitalier chez soi, dedans, on a besoin d'un seuil, d'une distinction entre le dedans et le dehors. Des blogueurs ont critiqué Debray en disant : «Voilà Le Pen qui revient». Mais bien au contraire, Debray nous parle d'ouverture, mais d'une ouverture maîtrisée. La France n'arrive pas à sortir des débats dont les jalons ont été imposés par Le Pen, ce qui empêche de penser une conception pragmatique de la frontière, comme instrument d'une ouverture maîtrisée.

JR : La frontière doit donc être repensée par tous pour faire sortir ce terme de la rhétorique du Front National ou tout du moins du seul nationalisme xénophobe, or ce n'est pas vraiment le cas. Peut-on dès lors parler de « défaillance du système républicain » ?

MF : L'Europe ne peut pas fonctionner comme une société américaine ou australienne. Cela ne correspond pas au modèle européen. Il y a déjà suffisamment de multiculturalisme dans les relations entre les Etats. En France le modèle laïque de séparation du privé et du public fait de la religion ou de la culture particulière un élément de la sphère privée. Il est quand même invraisemblable de voir que c'est Madame Le Pen qui aujourd'hui parle de laïcité... on lui a abandonné ce terrain-là, en plus de celui de la nation. Les politiques n'ont pas su accompagner l'évolution de la société française, qui s'est profondément transformée, en raison de l'appel d'air des années 1970.

JR : Le retour au premier plan du thème de l'identité nationale dans le débat politique européen en ce début de siècle, comment l'expliquez vous ?

MF : A la fois par une ouverture mal négociée et mal assimilée et par un déficit de réflexion politique. Ce que je dis peut apparaître comme conservateur, mais on a besoin de lignes, de repères, de limites, de distinction entre le dehors et le dedans. Il y a un décalage entre le besoin de repères et le jeu économique.

JR : Vous avez soutenu votre thèse en 1986 sur la question des frontières. Que s'est-il passé depuis?

MF : Je traite des évolutions récentes dans un essai intitulé L'obsession des frontières en essayant de diagnostiquer ce qui s'est passé depuis vingt ans. Et en premier lieu la multiplication de nouveaux Etats en Europe, sur une base nationale. Cette fragmentation est un cas quasi unique dans le monde (à l'exception du Timor, de l'Érythrée et tout récemment du Sud-Soudan). J'ai analysé également la multiplication des règlements frontaliers. Ainsi, autour de la Chine, en Asie centrale, en Asie du Sud-Est. J'y vois une condition d'entrée dans la mondialisation. Entre la Chine et le Kazakhstan ces accords servent également à conclure des accords techniques sur les lieux de passage des pipe-lines et du transit commercial. De même se multiplient les arbitrages des cours internationales de justice en cas de contentieux frontaliers, notamment en Afrique de l'Ouest. Un autre facteur conduisant à améliorer les régimes frontaliers est d'ordre économique avec l'abaissement des coûts de transaction commerciale lors du franchissement des frontières. Les échanges terrestres sont souvent bloqués par le temps d'attente à la frontière. Il est plus rapide d'acheminer un container de Singapour à Copenhague que de Niamey à Ouagadougou. Enfin, la mobilité des humains conduit à mettre en place des dispositifs de circulation plus efficaces. Les migrations ne sont pas plus nombreuses qu'avant, mais 3% de la population mondiale vit en dehors de son pays de naissance ce qui accrédite l'importance des migrations de travail, légales ou clandestines, en Amérique du Nord, en Europe mais aussi au Nigéria ou dans le Golfe. La globalisation c'est une mobilité beaucoup plus grande des populations. Le problème c'est de savoir comment gérer cette mobilité multiple et complexe. On part de chez soi faute de travail mais aussi parce que ça fait partie d'un itinéraire nécessaire et initiatique.

JR : Et à l'échelle européenne, vous avez travaillé sur les conflits frontaliers en ex-Yougoslavie.

MF : Dans les processus de fragmentation des États multinationaux, la distorsion entre les limites politiques des nouveaux États et celles des aires d'appartenance nationale a été rarement prise en compte. Ainsi en Bosnie ou au Kosovo qui, faute de légitimité interne accordée par les nouvelles minorités créées par les frontières imposées, doivent leur pérennité à leur statut de protectorat.

Un autre point mérite attention, le développement des phénomènes transfrontaliers à l'intérieur de l'union européenne. J'en témoigne ici en tant que président du comité scientifique du festival «Des frontières et des hommes» en Lorraine, Luxembourg et Sarre où l'on réfléchit à toutes ces mobilités et aux expériences frontaliers des uns et des autres. 40% de la population européenne vit dans des zones frontaliers et un tiers des actifs sont souvent des travailleurs frontaliers, ainsi à Thionville dont la municipalité a initié ce festival. Le festival «Des frontières et des hommes» prend cette année comme thème l'Afrique de l'Ouest. Le transfrontalier est un laboratoire de création artistique, culturelle et d'échanges.

JR : Revenons sur la problématique des marges : à quoi sont dues les nouvelles marges ? Sont-ce des résultantes de forces socio-économiques, d'un défaut d'intégration?

MF : Je lisais un livre sur le Japon qui montre qu'il y a 700 000 lycéens qui ne vont pas en cours et qui vivent pendant des mois reclus dans leur chambre. Je pense qu'il y a des mises à l'écart volontaires. Il y aurait une vraie réflexion à faire sur la réclusion volontaire. Le cool Japan, ce pays si riche a un envers difficile : la réclusion et la retraite d'un pourcentage important de jeunes qui ont du mal à supporter la dictature de la réussite et du diplôme. La réflexion sur les marges doit être étendue à une approche plus anthropologique que socio-économique classique où les immigrés sans-papier sont les nouveaux prolétaires.

JR : Et que pensez-vous de la distinction géographique anglo-saxonne entre border et frontier, border désignant une barrière intérieure ou le seuil entre le centre et la marge, alors que frontier désigne les frontières stato-nationales classiques? Pourrait-on l'appliquer à la situation française ?

MF : En France il faut maintenir très fermement la séparation entre la sphère publique et la sphère privée. Toute la question est celle de l'intégration. Mais ce n'est pas étroitement mon domaine de compétences. Je reconnais néanmoins qu'il y a en Ile de France des phénomènes spectaculaires de ségrégation spatiale, sociale, culturelle. Les révoltes de 2005 sont une demande d'intégration. Autrefois les institutions qui intégraient étaient : le service militaire, l'école, l'armée, le Parti communiste, le syndicat. Aujourd'hui, à cause d'un phénomène de désaffiliation, il ne reste plus grand chose. Il y a donc une formidable demande d'intégration. Il faut réinventer un modèle républicain.

Propos recueillis par Sundar Ramanadane (ENS Ulm, géographie).